

Le budget

Canada. Nous voulons qu'il adhère à la Constitution.» J'en suis fier et je crois que les autres partis politiques de la Chambre peuvent l'être également.

J'ai bon espoir que M. Mulroney pourra un jour négocier avec Terre-Neuve, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick de sorte que le Québec puisse finalement occuper la place qui lui revient dans la Constitution.

[Français]

M. Couture: Madame la Présidente, j'ai une question à poser à l'honorable député de Chambly. Un gouvernement qui a réussi à réduire la croissance des dépenses de 1980 à 1984, qui était en moyenne de 14 p. 100, à 3.6 p. 100 entre 1984 et 1988, et dans un nouveau budget comme celui qui nous a été présenté par le ministre des Finances (M. Wilson), le réduire de nouveau de 3.6 à 3.2; j'aimerais bien savoir de la part du député de Chambly quelle serait son attitude pour être capable de faire réellement mieux?

Voici la deuxième partie de ma question. Avec une taxe de vente fédérale aux manufacturiers, néfaste, cachée, destructive, très négative vis-à-vis les entreprises en général au pays, spécialement vis-à-vis la petite entreprise, je demande encore une fois ce que le député de Chambly aurait à nous proposer à titre d'alternative?

M. Edmonston: Premièrement, madame la Présidente, en parlant de la TPS, je dois vous dire que je me méfie beaucoup des statistiques ou des sondages, surtout les statistiques du gouvernement, parce que je préfère les statistiques provenant de sources indépendantes. J'ai été extrêmement frappé par un éditorial du 26 décembre, le *Wall Street Journal*. Mon honorable collègue a sûrement lu cet éditorial qui s'appelle: *Ducks Fly North*. Cet éditorial est extrêmement intéressant et démontrait que le gouvernement Mulroney, après cinq ans, avec des revenus qui ont doublé au cours de cette période, était au bord de la faillite. Le *Wall Street Journal*, qui est la bible, si on veut, de l'homme d'affaires américain, a justement critiqué sévèrement le gouvernement Mulroney dans sa façon de gérer les finances au Canada. Je suggérerais à mon honorable collègue de lire cet éditorial qui était tellement sévère que l'honorable ministre des Finances s'est vu obligé d'écrire une autre lettre pour demander un genre de rétractation de la part du *Wall Street Journal*, ce qu'il n'a jamais fait.

Pour la deuxième partie de la question, à savoir comment remplacer la taxe sur les produits manufacturés, il faut comprendre que la taxe sur les produits manufacturés est une taxe qui a été augmentée de 9 à 13 p. 100, ou 13.5 p. 100, je ne suis pas tout à fait sûr du pourcentage, mais cette taxe a été augmentée par le gouvernement

conservateur. C'est le gouvernement conservateur qui est l'architecte de ce malheur, qui est devenu un malheur pour tous les Canadiens. Je crois qu'il y a sûrement autre chose qui pourrait être fait, et ce n'est sûrement pas une TPS qui, d'après les études que je vois de plus en plus maintenant, est une politique fiscale dangereuse, néfaste pour la plupart des Canadiens, et c'est seulement le milieu corporatif qui est avantagé par cette mesure fiscale.

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la Présidente, je félicite tout d'abord le député pour son élection et son premier discours à la Chambre. Je me souviens très bien de ce qu'il faisait pour la défense des consommateurs, du temps où j'étais ministre des Affaires des consommateurs. Il a évidemment continué son oeuvre au fil des ans.

Je voudrais lui poser une question. Il sait que le budget gèle les transferts aux provinces au titre du Financement des programmes établis, dans une proportion de 7,4 milliards. Le gel de deux ans alourdira d'autant la charge des provinces. Comme moi, il vit au Québec. Nous savons dans quel état y sont les services de santé: les salles d'urgence sont débordées et les infirmières font la grève parce qu'elles ne gagnent pas suffisamment. Je connais bien la partie ouest de Montréal.

Voudrait-il faire la leçon aux députés ministériels, leur montrer quelles seront les conséquences des restrictions du FPE sur les services de santé de la rive sud de Montréal, sur les hôpitaux, sur les centres et sur les CLSC, afin qu'ils sachent le tort que leur budget cause à notre province?

• (1620)

M. Edmonston: Madame la Présidente, je remercie le député de Notre-Dame-de-Grâce de sa question. Elle me paraît pertinente.

Tout d'abord, je voudrais dire que la TPS a eu un effet incroyable, presque au point de réaliser la prédiction du premier ministre qui promettait d'opérer une réconciliation nationale. Il a réconcilié le gouvernement. Il a réconcilié la population contre son gouvernement.

C'est incroyable dans la province de Québec, et je crois que ma présence ici est probablement le résultat du tout dernier sondage à y avoir été fait. On peut facilement voir que le mécontentement est si grave qu'il transcende l'esprit de parti, il dépasse les frontières linguistiques et s'étend à toutes les régions du Québec. Je garantis que si le gouvernement ne retire pas son projet de TPS, il aura